

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA

**MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION AFRICAINE A L'OCCASION DES
ELECTIONS PRESIDENTIELLES DU 28 JUILLET 2013 AU MALI**

Déclaration préélectorale
24 Juillet 2013

I. Introduction

Les événements du 22 Mars 2012, qui ont conduit au renversement de l'ordre politique au Mali, ont aggravé l'environnement sécuritaire marqué par des tensions politico-militaires déjà en cours dans le pays et dans certaines de ses régions.

Les initiatives de normalisation de l'environnement sécuritaire et politique entreprises par le Gouvernement malien avec l'appui de ses partenaires régionaux et internationaux ont nécessité la tenue d'élections crédibles, libres et transparentes sur toute l'étendue du territoire national en vue de consolider la paix, d'initier une réconciliation des filles et des fils du Mali, et de poursuivre les actions de développement du pays.

Les efforts militaires, les accords de paix, les compromis politiques nationaux et sociaux ont donc favorisé la mise en œuvre de tous les aspects du processus électoral, dont les premières échéances sont les élections présidentielles du 28 Juillet 2013. Il y a lieu de rappeler que ces élections avaient été initialement prévues pour Avril 2012.

Invitée à apporter son appui à ce processus politique et à observer ces consultations électorales, l'Union Africaine, en plus des initiatives déjà entreprises, a déployé une équipe d'observateurs électoraux. Ce déploiement s'est effectué en deux temps : un premier déploiement d'observateurs de long terme depuis le 15 Juin 2013 ; puis un deuxième déploiement d'observateurs de court terme depuis le 21 Juillet 2013. Les observateurs de long terme suivront les opérations électorales jusqu'à la proclamation définitive des résultats des élections présidentielles.

Le présent rapport reprend les principales observations faites par la Mission avant le scrutin du 28 Juillet 2013.

II. Contexte politique

Pendant 20 ans, le Mali avait réussi à consolider une démocratie relativement stable. Les Gouvernements se sont succédé suite à des consultations électorales transparentes, dont les résultats ont été globalement acceptés par les différentes forces politiques. La réputation de la démocratie malienne a cependant été entamée par une série d'événements.

La recherche d'un consensus national en vue de la résolution de la grave crise a conduit à la mise en place d'équipes gouvernementales successives chargées de conduire le pays vers une normalisation sécuritaire, politique, territoriale et sociale.

Parallèlement à la recherche d'une solution politique, des opérations militaires, à l'initiative de la CEDEAO, de l'Union Africaine et de partenaires internationaux, ont été menées, en vue de soustraire le pays aux menaces de désintégration territoriale, ainsi qu'aux menaces de groupes armés actifs dans certaines régions.

C'est dans ce contexte que les synergies ont permis l'adoption de la Résolution 2100 mettant en place le 25 Avril 2013 la MINUSMA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations-Unies pour la Stabilisation au Mali) remplaçant la MISMA (Mission Internationale de Soutien au Mali). Le 1^{er} Juillet 2013, la MINUSMA a été officiellement installée.

Le 18 Juin 2013, l'Accord préliminaire de Ouagadougou entre le Gouvernement malien et les groupes armés ont ouvert la perspective d'une élection sur toute l'étendue du territoire de la République du Mali.

Cependant les élections maliennes se tiennent dans un contexte de contraintes sécuritaires, institutionnelles et techniques

Les Partis politiques et candidats, soucieux de sortir le Mali de la crise ont compris le contexte général de tenue des élections présidentielles et mènent leurs activités électorales.

Bien que l'un des candidats se soit retiré de la compétition électorale, l'atmosphère politique générale offre l'opportunité d'une compétition équitable si les dispositions légales et techniques continuent d'être respectées.

III. Cadre légal

Les élections présidentielles s'organiseront dans un cadre légal international et régional dont l'objectif est d'assurer le respect des principes démocratiques, gage de la cohésion nationale. Ces instruments sont : la Déclaration de l'OUA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique AHG/Décl.1 (XXXVIII) adoptée en Juillet 2002 par la Conférence, les Directives de l'Union Africaine pour les Missions d'observation et de suivi des élections ainsi que la Constitution et les lois de la République du Maliennes..

En plus du cadre légal international auquel le Mali a librement adhéré, les élections du 28 Juillet seront régies par la Constitution du Mali et les lois en vigueur, notamment la

Loi électorale No 06-044 du 04 Septembre 2006, modifiée par la Loi No 2011-085 du 30 Décembre 2011 et la Loi No 2013-017 du 21 Mai 2013.

Il est important de souligner que la Constitution et les Lois nationales font l'objet d'un relatif consensus de la part des partis politiques et candidats engagés dans les présentes élections. En application des dispositions constitutionnelles et légales, la Cour Constitutionnelle a validé les candidatures à la Présidence de la République par l'arrêt 2013-01 /CC-EP du 4 juillet 2013.

La Loi électorale donne compétence à la Cour Constitutionnelle d'arrêter et publier la liste des candidats, de procéder au recensement des votes, de contrôler la régularité du scrutin et de proclamer les résultats définitifs.

IV. Organe de gestion des élections

La Loi électorale malienne (Loi Loi électorale No 06-044 du 04 Septembre 2006, modifiée par la Loi No 2011-085 du 30 Décembre 2011 et la Loi No 2013-017 du 21 Mai 2013) a prévu les organes compétents pour organiser et superviser les élections. Ces organes sont : le Ministère chargé de l'Administration Territoriale, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et la Délégation Générale aux Elections (DGE). La Loi définit le rôle spécifique de chacun de ces organes tout en assurant qu'ils travaillent avec impartialité, intégrité et transparence. Tous ces organes ne sont pas nouveaux dans le cadre des présentes élections. Ils ont existé préalablement aux événements politiques du 22 Mars 2012 et possèdent par conséquent des mécanismes de fonctionnement auxquels ses animateurs, mais également les responsables politiques sont familiers ; ce qui constitue un atout important pour l'instauration d'une atmosphère de confiance politique dans les aspects techniques du processus électoral.

En conformité avec l'article 26 de la Loi électorale, le Ministère chargé de l'Administration Territoriale assure la préparation technique et matérielle de l'ensemble des opérations électorales.

Selon l'article 3 de la Loi électorale de 2013, la C.E.N.I est chargée de la supervision et du suivi des élections.

L'article 25 de la Loi électorale donne compétence à la Délégation Générale aux Elections pour élaborer et gérer le fichier électoral ainsi que la gestion du financement public des partis politiques.

Ces organes ont des démembrements qui assurent l'effectivité du travail sur terrain tout en permettant la continuité de l'expertise électorale.

V-Fichier électoral et cartes NINA

Le fichier électoral a été établi par les commissions administratives prévues par les articles 41 et 42 de la loi électorale N°06-044 du 4 septembre 2006 modifiée par la loi n° 2011-085 du 30 décembre 2011 et la loi n°2013-017 du 21 mai 2013. Les partis politiques sont représentés au sein de ces commissions administratives.

La Mission note que le choix de l'utilisation de la carte NINA (Numéro d'Identification Nationale) comme carte tenant de carte d'électeur l'a été en raison de contraintes techniques et de temps, mais qu'il a fait l'objet également d'une acceptation par la classe politique.

Le 22 Juillet 2013, la DGE a rendu publiques les listes électorales. A cette occasion, il a été révélé un taux national de retrait des cartes NINA de plus de 82%. L'écart entre cette moyenne nationale et la faiblesse des retraits dans certaines régions reste préoccupant.

La Mission relève qu'au regard des autres fonctions administratives et légales de la carte NINA, le fort taux national de retrait de ces cartes ne garantit pas automatiquement une participation massive au vote présidentiel. Il est par conséquent important que les actions de sensibilisation pendant le retrait de la carte permettent de déboucher sur un rapprochement entre l'enthousiasme de retrait des cartes et l'enthousiasme pour le vote.

Par ailleurs, il a été exprimé des inquiétudes par certains candidats quant à la possible utilisation frauduleuse des cartes NINA en vue du vote.

VI- La campagne électorale

La campagne électorale est régie par les articles 69 et suivants de la Loi électorale. Elle a débuté le 07 Juillet 2013 et prendra fin le 26 Juillet à minuit.

Les organes en charge des élections, la société civile, les médias ont réitéré aux candidats la nécessité et l'importance d'une campagne électorale sans déclarations injurieuses, sans intimidation, violence, attaques ni incitation à la haine communautaire et ethnique.

A ce jour et à l'exception de quelques incidents isolés, la campagne se déroule dans un calme relatif. Les dispositions du code de bonne conduite des partis politiques et des candidats relatives au comportement à adopter pendant la période officielle des campagnes électorales semblent être suivies par les formations politiques.

VII- La sensibilisation des électeurs

Les partis politiques mobilisent leurs militants à travers des activités de campagne électorale. Certains partis politiques ont également initié des sensibilisations sur le Code de bonne conduite des formations politiques et des candidats et sur le vote.

Par ailleurs, la société civile, les chefs traditionnels et religieux, les autorités locales et des organisations internationales ont pris une part active dans la sensibilisation des citoyens. Cependant, la Mission note que cette sensibilisation a démarré timidement. La Mission espère que l'atmosphère de ferveur électorale qui est toujours la norme dans une situation de post-crise incitera les électeurs maliens à se rendre massivement aux urnes et à accomplir leur devoir civique.

VIII-Les médias

Le Comité National de l'Egal Accès aux Médias d'Etat veille à la gestion équitable du temps d'antenne et de l'espace rédactionnel consacrés aux candidats et aux formations politiques à l'occasion (Art 70 de la Loi électorale). Le traitement équitable des candidats et formations politiques par les médias d'Etat est un mécanisme important de prévention des conflits liés aux élections, d'où l'utilité de ce Comité.

Les médias jouent un rôle constructif dans la sensibilisation des populations sur le processus électoral, tant au niveau local que national. Toutefois, il a été rapporté à la mission que quelques radios se sont écartées de la ligne pacifique mais ont été vite rappelées à l'ordre par les autorités compétentes.

IX- Sécurité et Elections

La situation sécuritaire au Mali s'est améliorée dans l'ensemble. Cependant, elle demeure une préoccupation pour le succès de ces élections présidentielles.

La Mission a été informée de la mise en place de plans de sécurisation par les forces de défense et de sécurité nationales et internationales.

X- Recommendations

La Mission encourage les autorités à accroître les mesures de sécurité conséquentes et à surveiller les tensions communautaires éventuelles ainsi que la prévention des activités des bandes criminelles transfrontalières.

Bien que les taux moyens nationaux de retrait des cartes soient satisfaisants, la Mission invite les populations qui n'ont pas encore retiré leurs cartes NINA à le faire dès maintenant. Les organes compétents devront multiplier les efforts afin de faciliter le retrait de ces cartes par les populations.

Il est important d'accroître également la sensibilisation des électeurs dans les zones rurales et les zones éloignées, pendant les derniers jours précédant la tenue du scrutin.

La Mission encourage les acteurs politiques à véhiculer des messages de paix et à maintenir la tradition de consensus qui a prévalu au Mali ces derniers mois.

La Mission souhaite que les organes de gestion des élections règlent la question des doutes exprimés par certains candidats sur des aspects particuliers du processus électoral, notamment sur l'utilisation de la carte NINA.

La Mission encourage les media à accomplir leur mission de sensibilisation des citoyens et d'éducation de ces citoyens à la paix